

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1934.

Rapport des Commissions réunies des Finances et des Colonies chargées d'examiner le Projet de Loi accordant la garantie de la Belgique au remboursement de Bons du Trésor émis par la Colonie.

(Voir les n^{os} 49, 66 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 19 et 20 décembre 1933.)

Présents : MM. le baron DE MÉVIUS, président; BARNICH, BERNARD, BOLOGNE, BREUGELMANS, DE CLERCQ (Joseph), DIERCKX, FRANÇOIS, GODDING, HANQUET, HANS, HUYSMANS (Armand), LABOULLE, LEYNIERS, MOYERSOEN, MULLIE, PHILIPS, RONVAUX, VAN OVERBERGH, VOLCKAERT, et INGENBLEEK, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis à vos délibérations demande que l'Etat Belge garantisse une émission de bons du Trésor faite en Hollande à concurrence de 10 millions de florins. N'ayant pu, jusqu'à présent, réaliser un emprunt consolidé, la Colonie est obligée d'alimenter sa Trésorerie par des placements à court terme.

Ce projet a été déposé sur le bureau de la Chambre le 8 décembre dernier, mais notre Assemblée n'en a été saisie que le 20 du même mois. Il eut, néanmoins, été possible de le voter avant les vacances, puisque le Sénat ne s'est séparé que le 23 : la nécessité de l'adopter n'était pas en question, et votre Assemblée n'aurait certes pas hésité à l'approuver. La Belgique ne se doit-elle pas d'apporter, à sa Colonie, les moyens financiers que les nécessités peuvent réclamer? Ayant revendiqué sa souveraineté sur le Congo, avec les devoirs de gestion et de contrôle que cette haute mission comporte, elle a pris la responsabilité des conditions d'existence de la Colonie. Son honneur et son prestige se trouvent engagés.

Mais il importe que l'adoption d'un projet engageant la signature du pays ne puisse apparaître comme une simple formalité. Pour la bonne règle, cet aval doit être donné en connaissance de cause au regard de la situation de la Trésorerie coloniale.

* * *

DETTE FLOTTANTE.

Il s'agit de garantir une dette à court terme. Depuis l'aventure monétaire de 1926, le bon du Trésor suscite une méfiance, une opposition instinctive.

N'exagérons rien, cependant. Le bon du Trésor est un instrument normal de crédit. En temps de crise, il s'impose nécessairement et procure même de sérieux avantages. Lorsque l'épargne refuse de s'engager à long terme par crainte du risque et que l'emprunt consolidé ne s'obtient qu'à des conditions onéreuses hypothéquant inutilement l'avenir, les bons du Trésor peuvent constituer un excellent emprunt d'attente, à condition — et nous l'avons appris à nos dépens — que l'émission en soit maintenue dans des limites raisonnables et que la situation budgétaire ne laisse pas à désirer.

Ces conditions se trouvent-elles remplies en ce qui concerne la Colonie?

Voici la progression dans l'émission des bons du Trésor pendant les années 1930 à 1933 :

1 janvier 1930	253,020,500
1 janvier 1931	621,022,000
1 janvier 1932	983,512,400
1 janvier 1933	1,001,088,600
21 décembre 1933	1,419,754,100

Nous devons signaler à votre attention, Madame, Messieurs, que ce dernier chiffre comprend une somme de 115 millions, montant des bons du Ruanda que la Trésorerie Coloniale a été obligée d'escompter, bons non négociables. Il y a là un abus de pouvoir de la part de la Métropole. Le Congo n'a pas pris ce territoire sous son mandat; c'est donc à tort qu'on lui a endossé l'obligation de pourvoir à la Trésorerie du Ruanda. Quant à la charge en intérêt de ces bons, on en a fait un décompte qui n'est vraiment pas digne de notre pays. Nous reviendrons d'ailleurs, plus loin, sur les relations qui existent entre la Belgique et le Congo.

Depuis le début de la crise, la dette flottante a donc augmenté de 1166 millions; d'autre part, la dette indirecte — dette plutôt théorique quant au capital, — est passée de 1,742 millions à 2,646 millions; enfin, la dette consolidée s'est accrue de 614 millions. Soit, en quatre ans, une augmentation totale de 2 milliards 682 millions; fin 1929, l'ensemble des dettes ne dépassait pas 3 milliards 760 millions; l'accroissement ressort donc à 70 p. c.

Au regard de ces chiffres il convient, toutefois, de signaler que, grâce à la prévoyance de la Colonie, la Trésorerie possède un portefeuille dont la valeur malgré la baisse des titres en général, dépasse encore les 2 milliards. Notons aussi que deux tranches de Bons portant sur un total de 400 millions viennent à échéance en 1936 et 1937 ce qui atténue, évidemment, le danger de la dette flottante.

TRÉSORERIE ET BUDGET.

Mais la Trésorerie se trouve encore devant des engagements, anciens et nouveaux, dont voici le détail :

- a) Dépenses restant à liquider sur les crédits du budget *ordinaire* de 1933 dont la liquidation peut se poursuivre jusqu'au 1^{er} octobre 1934;
- b) Dépenses qui seront à liquider sur les crédits budgétaires encore *ouverts* à l'*extraordinaire* pour les exercices antérieurs;
- c) Dépenses restant à liquider sur des crédits *engagés* à charge des budgets extraordinaires antérieurs, mais non encore complètement utilisés à ce jour;

D'un échange de correspondances que nous avons eu avec le Département des Colonies, il résulte que le montant de ces divers engagements peut être estimé à environ 600 millions;

d) Déficit du budget ordinaire de 1934 : 191 millions;

e) Crédits non couverts de l'extraordinaire pour 1934 : 38 millions;

f) Avance de fonds au Ruanda-Urundi et au Chemin de fer du Congo : 25 millions.

Soit au total 850 millions.

Cet état de choses nécessiterait l'émission d'un emprunt consolidé. Mais celui-ci serait-il possible et même désirable étant donné le marasme du marché financier et la situation budgétaire caractérisée par les chiffres que voici :

<i>Années.</i>	<i>Recettes.</i>	<i>Dépenses.</i>	<i>Déficits.</i>
1930	634,032,000	714,962,000	80,930,000
1931	541,856,000	705,705,000	163,849,000
1932 (prévision)	434,674,475	608,666,921	173,992,446
1933 (prévision)	357,736,580 (1)	725,757,940	368,021,360
1934 (prévision)	366,626,230 (1)	723,428,763	356,802,533

Il apparaît de ce tableau que :

1° La Colonie ne peut, pendant cette dépression économique, faire face à ses besoins qu'à concurrence de 50 p. c.;

2° Le montant des dépenses est toujours aussi élevé qu'en 1930, bien que les dépenses d'administration aient été réduites, depuis lors, de 186 millions ou 31 p. c. ; ce sont les charges sans cesse croissantes de la dette qui ont fait remonter les totaux : ces charges étaient évaluées pour 1930 à 122 millions et aujourd'hui à 307, soit une progression de 250 p. c. ;

3° Les bases des recettes ne sont pas assez étendues et elles sont trop liées à l'activité de certaines entreprises. Une politique coloniale, poursuivant davantage le relèvement des indigènes par une mise en valeur appropriée de la terre serait de nature à créer une assiette fiscale plus large et plus stable.

En matière de dépenses, il faut se demander aussi s'il ne serait pas nécessaire d'établir, au Congo même, une chambre de la Cour des comptes, indépendante et avec des pouvoirs adéquats de contrôle. Semblable institution a été créée aux Indes Néerlandaises et y donne des résultats encourageants.

D'autres chiffres doivent retenir notre attention :

Les charges de la dette consolidée : 105,900,634 francs;

les charges de la dette flottante : 93,000,000 francs;

les charges de la dette indirecte : (2) 109,549,055 francs;

les charges de la dette pensions : 25,000,000 francs,

s'élevant ensemble à 333 millions, absorbent près de 90 p. c. du total des recettes diverses.

Pour contre-balancer ce poids mort, on ne peut escompter aujourd'hui que 277 millions de recettes fiscales : contributions directes, impôts indirects et

(1) Déduction faite de la subvention de 165 millions par la Belgique.

(2) Garantie d'intérêts et d'amortissement à des capitaux privés engagés dans des entreprises d'utilité publique.

taxes; or, de telles recettes constituent, dans tout budget, les ressources essentielles permettant à l'État d'assurer ses dépenses de souveraineté.

La Trésorerie du Congo est donc à l'étroit et elle se trouve devant des échéances et des engagements dont l'importance doit retenir toute notre attention.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos sentiments. Nous ne parlons ici que des temps présents. Quant à l'avenir du Congo, il est aussi bien assuré que celui de toute autre colonie, nous le montrerons plus loin.

Ce que nous en disons est uniquement pour engager la Colonie à restreindre encore ses dépenses et la Mère Patrie, — dont la responsabilité est tout de même engagée, qu'on le veuille ou non, — à apporter son soutien et son crédit à la Trésorerie congolaise sans qu'elle compromette le moins du monde sa propre situation. Semblable politique est pratiquée partout ailleurs et même d'une façon plus effective.

* * *

OPÉRATION ONÉREUSE.

Les bons faisant l'objet du Projet, sont déjà en circulation depuis le 3 mars 1933. Ils furent renouvelés à deux reprises; mais la troisième demande de renouvellement ne fut acceptée, par les prêteurs, qu'à la condition expresse que le Ministre des Colonies s'engageât à soumettre, au Parlement, un projet de loi accordant la garantie de l'Etat Belge. Cette exigence n'a pas empêché que le taux fût fixé à 6 p. c., alors que le taux initial n'était que de 5 p. c. et que le Trésor hollandais lui-même négociait couramment ses promesses, sur le même marché, à environ 1 p. c. l'an.

Le pays se trouve donc, à la suite des divers avals consentis en faveur de la Colonie, devant une nouvelle dette extérieure à court terme comportant 15 millions de florins et 10 millions de francs suisses, car déjà en avril dernier, vous avez voté un projet accordant la garantie de l'Etat Belge à une émission de bons du Trésor s'élevant à 5 millions de florins et 10 millions de francs suisses. Soit, au total, environ 285 millions de francs belges.

On ne peut que déplorer cet état de choses; d'autant plus qu'une des préoccupations essentielles du Gouvernement fut précisément de rembourser sans tarder, l'année dernière, les bons placés dans les deux pays en question. M. Jaspars ne s'est-il pas félicité, devant votre Assemblée et tout récemment devant la Chambre, d'avoir conduit cette tâche à bonne fin, tâche combien laborieuse et méritoire!

Le Département des Colonies fait état des possibilités de consolidation que constituent ces emprunts. C'est une considération qui est admissible en principe. Mais la somme en vaut-elle bien la peine? Et puis, il y a le taux de 6 p. c. qui nous met dans une posture plutôt mauvaise pour négocier un emprunt consolidé à des conditions raisonnables.

Le Trésor belge a remboursé, l'année dernière, des bons émis à l'intérieur à concurrence de 275 millions. N'était-il pas possible que la Colonie en reprît une partie plutôt que de se lier à l'étranger à des conditions moins favorables? Nous avons posé la question aux Départements intéressés. Il nous a été répondu que l'opération n'eût pas été réalisable pour la majeure partie et que rien n'indique que l'on eût abouti pour le restant. Soit! Mais nous avons de bonnes raisons de dire qu'une suffisante liaison n'a pas existé entre les deux Trésoreries.

M. le Ministre des Finances vient de signaler à la Chambre qu'il a remboursé encore, en janvier dernier, des bons du Trésor à concurrence de 450 millions; des fonds sont donc disponibles sur le marché intérieur; qu'on tâche de les mobiliser pour la Colonie aux meilleures conditions.

*
**

L'AIDE DE LA BELGIQUE.

Depuis l'année dernière, la Belgique se porte généreusement au secours du Congo. Une subvention annuelle de 165 millions a été accordée pour une période de trois ans, sacrifice important, particulièrement pénible pour les contribuables belges déjà surtaxés sans mesure.

Vos Commissions sont prêtes à examiner toute autre modalité d'intervention, compatible avec l'intérêt supérieur du Trésor belge, à la condition, toutefois, que le souci du bien public et l'esprit d'économie s'affirment scrupuleusement dans tous les domaines où les finances de la Colonie peuvent être engagées.

Ce qu'il faudrait, c'est renforcer la position de la Trésorerie coloniale vis-à-vis de ses créanciers. Elle doit payer, aujourd'hui, des taux vraiment excessifs. Plus de 800 millions de Bons sont à 6 p. c.

Appréciant dernièrement une conversion faite par la Trésorerie hollandaise au bénéfice des Indes Néerlandaises le grand périodique *L'Economiste français* disait : « La Métropole procède à cette opération étant donné que la position de son crédit est plus favorable, de sorte qu'elle sera à même d'emprunter à des conditions plus satisfaisantes. »

Comme le font nos voisins la France et la Hollande, l'Etat belge peut soutenir le Congo en intervenant à titre de garantie chaque fois que la nécessité s'en fait sentir, soit pour obtenir des taux d'emprunt plus raisonnables, soit éventuellement pour sauvegarder le crédit ou la libre action de la Colonie. Bien entendu, ces interventions devraient se faire d'accord avec le Parlement et sous son contrôle, c'est-à-dire conformément aux prescriptions de la charte coloniale.

Une politique *active* est devenue indispensable. Il serait téméraire de continuer à vivre au jour le jour, avec seulement l'espoir que la crise finira un jour. Une Trésorerie qui est soumise aux aléas et aux incertitudes que nous venons de montrer, doit être gérée avec une extrême prudence et, à défaut de réserves, pouvoir compter sur un soutien.

Qu'on ne se fasse pas illusion : abandonné à ses propres moyens, le Congo n'est pas à même de surmonter les difficultés de la crise.

L'EXEMPLE DES INDES NÉERLANDAISES.

Faut-il s'en étonner quand une colonie autrement puissante, solidement organisée comme les Indes Néerlandaises, est obligée de s'en remettre à la Métropole pour assurer ses moyens de paiement?

Depuis la crise, les budgets ordinaires ont enregistré, là-bas, des déficits impressionnants malgré des compressions de dépenses s'élevant à 45 p. c. Ces déficits atteignent :

82 millions de florins en 1930;			
103	—	—	1931;
136	—	—	1932;
141	—	—	1933.

Comment furent liquidées ces dépenses non couvertes par les ressources locales?

Exclusivement grâce à des fonds *mis à la disposition de la Colonie par la Métropole*.

Si cet exposé ne prenait déjà des proportions dont nous devons nous excuser, il y aurait intérêt à montrer, par le détail, la nature et la portée des relations qui existent entre la Trésorerie des Indes et la Trésorerie de la Hollande. Constatons simplement que les avances de celle-ci s'élevaient, au 31 décembre 1933, d'une part à 242 millions sous forme de Bons du Trésor, d'autre part à 115 millions qui furent consolidés en 1933, soit ensemble 557 millions de florins. Mais au récent *Volksraad* de Batavia, le Gouverneur a affirmé la nécessité de recourir encore à la Mère-Patrie pour faire face aux besoins financiers de 1934. Et la Deuxième Chambre vient d'être saisie d'un projet portant le plafond de l'avance de 242 à 350 millions.

Cela fera, au bout de l'année, un total de 465 millions de florins ou *six milliards 700 millions de francs*.

Notons que cette situation est acceptée sans plainte, sans récrimination. Le Parlement et le pays sont fermement décidés à faire, jusqu'au bout, les sacrifices nécessaires. On espère toujours pouvoir apurer les comptes par l'émission d'un grand emprunt de consolidation.

PROMESSES ANTÉRIEURES.

Si, dans les conjonctures présentes, une colonie — dont les dépenses de premier établissement sont amorties ou étaient, en temps normal, contrebalancées par des recettes compensatrices — doit réclamer de tels soutiens, il n'est pas étonnant que le Congo ait besoin, lui aussi, d'être aidé maintenant que la crise l'atteint si durement dans ses principales ressources. Il vient seulement de mettre son équipement à la hauteur d'une expansion conforme à ses possibilités naturelles. Mais, pour cela, il a dû hypothéquer l'avenir. Imprudence? Non, car la Belgique avait formellement promis de soutenir son crédit.

Lorsqu'en 1920 le Gouvernement, d'accord avec les Chambres, estima qu'il fallait faire un effort décisif en vue d'équiper la Colonie par un ensemble des grands travaux dont le coût total atteindrait 600 millions, — environ 3 milliards et demi de nos francs actuels. — il fut entendu que la Métropole mettrait la Colonie à même de faire face aux engagements qu'elle avait contractés. L'émission d'une première tranche de 300 millions ayant été décidée, l'Etat belge s'engagea à verser à la Colonie, chaque année pendant dix ans, une somme de 15 millions, — 90 millions de nos francs actuels. — « Politique nouvelle en matière coloniale », dit le Gouvernement. Pour la justifier, il donna des raisons qu'il importe de rappeler aujourd'hui, « L'outillage du Congo en matière de transport, institutions sanitaires et travaux publics de tout ordre », lisons-nous dans l'Exposé des Motifs, « rend nécessaire des emprunts dont les charges grèvent les budgets pendant plusieurs années avant que ces emprunts deviennent productifs; en allégeant ces charges dans la période intermédiaire, la subvention augmentera la puissance de crédit de la Colonie; elle n'a pas seulement d'importance par elle-même, mais aussi par les emprunts plus étendus qu'elle permettra de contracter ».

Tout cela est formel, mais n'a pas empêché qu'au bout de cinq ans l'Etat mit fin à son intervention. Les difficultés financières de fin 1925 en furent

cause. On ne s'est plus souvenu de ces engagements pendant les années de prospérité, et, quand vint la crise, la Colonie se trouva sans soutien devant des engagements excessifs dont la Mère-Patrie avait pris la responsabilité.

L'heure est venue, pour la Belgique, d'examiner d'une façon plus objective et sans idées préconçues, toute l'étendue de sa mission.

POLITIQUE NOUVELLE.

Mais l'intervention de la Belgique serait vaine si, de son côté, la Colonie n'opérait un vigoureux redressement dans toutes les sphères de son action. Le rapport de notre Collègue, M. Leyniers, sur le budget de 1933, qui fut approuvé à l'unanimité par votre Commission des Colonies, a mis en lumière certains faits. Nous devons en retenir :

- que les dépenses d'administration pourraient encore être comprimées ;
- que des garanties d'intérêt ont été trop libéralement accordées ;
- que la multiplicité des organismes, émergeant au budget, engendre des frais généraux excessifs dont le Trésor subit le fâcheux contre-coup ;
- qu'enfin de sérieux abus existent dans certaines sociétés et leurs filiales.

Vos Commissions ont été heureuses d'apprendre par l'Exposé des Motifs du budget pour 1934, que le Gouvernement a pris et prendra les arrangements et les mesures que la situation comporte. Elles espèrent que cet assainissement se fera avec toute la vigilance et la fermeté désirables.

Ainsi, un nouvel esprit animera la politique coloniale.

L'autorité et l'intérêt public n'ont pas toujours été sauvegardés comme il convient dans un État bien gouverné.

Mais l'État belge n'a-t-il pas des reproches à se faire? A-t-il rempli, en conscience, ses devoirs de tutelle? A-t-il géré en bon père de famille les intérêts du Congo et des populations? Son Gouvernement et son administration furent-ils toujours à la hauteur de leur mission? Quel soutien, quelle aide apporta-t-il quand la jeune Colonie, avec des ressources limitées et précaires, avait la charge d'équiper économiquement d'immenses territoires, quand il brûlait les étapes en décrétant des dépenses hors de proportion avec les ressources locales immédiates?

Est-il raisonnable, enfin, que le Trésor belge ait encaissé, à son profit exclusif, des impôts prélevés en Belgique sur la matière imposable de provenance congolaise?

L'incompréhension et, disons le mot : un égoïsme à courte vue, ont amené des erreurs qui se paient depuis la crise. Il a bien fallu chercher d'autres concours qui, n'ayant pas mission d'être désintéressés, étaient enclins à se créer des avantages et des influences. Il appartenait au Gouvernement de limiter ces concours à leur objet, de faire prévaloir partout et en toutes choses la seule règle de l'intérêt général.

Des critiques sont faites aujourd'hui. Des fautes et des abus ont été commis; s'en étonner serait bien mal apprécier la nature humaine. On a raison de les dénoncer afin qu'ils soient redressés. Mais sachons également rendre hommage à la grandeur de l'œuvre accomplie. Où en serions-nous si, en présence de la carence de l'État Belge toujours préoccupé de ne pas engager ses finances propres, la Colonie et l'initiative privée n'avaient procédé à l'équipement des immenses territoires du Congo?

EQUIPEMENT ÉCONOMIQUE.

Rappelons le mot de Stanley : « *Sans le chemin de fer, le Congo ne vaut pas un penny.* »

Ce qui s'est passé chez notre voisine, l'Afrique Equatoriale française, peut nous servir de point de comparaison.

Ayant mis fin, en 1909, au régime des grandes concessions, la France promit à sa Colonie de l'aider à construire des voies de communications.

On allait faire vite et bien pour rattraper le temps perdu. « Il faut, » dit le rapport de la Commission de la Chambre, « que l'A. E. F. ne soit plus longtemps le tributaire obligé des Belges. »

Un emprunt de 93 millions fut voté avec *la garantie de la Métropole*. Mais études, projets et démarches traînèrent et, la guerre aidant, le premier coup de pioche pour la construction du chemin de fer Congo-Océan ne put être donné qu'en 1921. Dix ans plus tard on n'a encore construit que 250 kilomètres sur 510, comme le constate le député Proust dans son rapport du 8 juillet 1930, au nom de la Commission des Colonies; et, aujourd'hui, l'œuvre n'est pas encore achevée. Elle aura coûté, avec les intérêts intercalaires, plus de dix fois le montant de l'évaluation initiale.

L'Etat français paiera, en 1934, environ 50 millions soit 70 millions de francs belges, comme garantie d'intérêt pour les emprunts ayant servi à financer la construction des chemins de fer de l'Afrique Equatoriale : depuis 1914 le budget *métropolitain* porte ainsi des crédits qui n'ont cessé de progresser; ces chemins de fer n'ont encore qu'un développement de 672 kilomètres, dont une centaine restent en voie d'achèvement.

Et chez nous, au Congo, qu'a-t-on fait et dépensé ?

Réjouissons-nous de pouvoir constater que c'est seulement depuis deux ans que la trésorerie coloniale — pas la Belgique — paie pour le même objet 109 millions à titre de garantie d'intérêt et que la Colonie dispose d'un réseau ferré de 4.475 kilomètres.

Nous pouvons nous féliciter d'autant plus de cette situation privilégiée que M. Antonetti, Gouverneur Général de l'A. E. F., a déclaré dans un discours prononcé à Brazzaville, le 1^{er} janvier 1932 : « Cette crise fait sentir plus durement l'insuffisance de notre équipement surtout en voies de communication ». Le réseau des routes propres au trafic y est de 4,300 kilomètres, tandis qu'au Congo il en comporte 38,766. Déjà le Ministre des Colonies, M. Maginot, avait dit, le 31 janvier 1929 : « La nécessité presse de renoncer aux demi-mesures; il faut avoir semé pour que la moisson se lève ».

Certes notre équipement, que l'Afrique Equatoriale Française nous envie, crée au budget de la Colonie des charges momentanément trop lourdes. Sans doute avons-nous marché plus vite que nos forces ne nous le permettaient, mais ne perdons pas de vue que, grâce aux méthodes qui ont été employées, ces dépenses de premier établissement — dépenses innombrables et énormes — ont été faites en majeure partie avec des francs-or ou des francs peu dépréciés, tandis que nos voisins seront obligés de prévoir des capitaux infiniment supérieurs pour outiller leur territoire à l'égal du nôtre. Si, par exemple, la France avait pu construire le chemin de fer Congo-Océan avant la guerre, elle n'aurait dépensé qu'une somme d'environ 100 millions comme l'a fait remarquer le Ministre Pietri quand, le 9 avril 1930, il se vit obligé de solliciter un nouveau crédit de 447 millions portant le total des dépenses à 847 millions.

N'ayons donc ni regrets ni craintes injustifiés. Que le Gouvernement maintienne fermement chacun à sa place dans les sphères administratives et économiques, qu'il applique avec clairvoyance une politique s'inspirant exclusivement des intérêts permanents de la Colonie, qu'enfin la Belgique accomplisse loyalement ses devoirs de souveraineté, et le Congo ne démentira pas les espoirs que les esprits réfléchis ont mis en lui.

* * *

Vos Commissions des Finances et des Colonies ont adopté le présent rapport à la majorité de leurs membres et le projet lui-même par 11 voix contre 9.

A la Chambre le projet a été adopté par 92 voix contre 71 et 1 abstention.

Le Rapporteur,
J. INGENBLEEK.

Le Président,
Baron DE MÉVIUS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 8 FEBRUARI 1934

Verslag uit naam van de Vereenigde Commissiën van Financiën en van Koloniën, belast met het onderzoek van het wetsontwerp waarbij de waarborg van België toegekend wordt aan de terugbetaling van door de Kolonie uitgegeven Schatkistbons.

(Zie de n^{rs} 49, 66, en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 19 en 20 December 1933.)

Aanwezig : de heeren baron DE MÉVIUS, voorzitter; BARNICH, BERNARD, BOLOGNE, BREUGELMANS, DE CLERCQ (Joseph), DIERCKX, FRANÇOIS, GODDING, HANQUET, HANS, HUYSMANS (Armand), LABOULLE, LEYNIERS, MOYERSON, MULLIE, PHILIPS, RONVAUX, VAN OVERBERGH, VOLCKAERT, en INGENBLEEK, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat aan uw beraadslagingen is onderworpen vraagt dat de Belgische Staat een uitgifte zou waarborgen van Schatkistbons in Nederland uitgegeven tot een bedrag van 10 miljoen gulden. Daar zij tot nog toe geen geconsolideerde leening kon aangaan, ziet de Kolonie zich genoodzaakt haar Thesaurie te stijven door beleggingen op korten termijn.

Dit ontwerp werd bij de Kamer ter tafel gelegd op 8 December jl., doch onze Vergadering kreeg er pas kennis van op den 20ⁿ van dezelfde maand. Toch zou het mogelijk zijn geweest het vóór het reces goed te keuren, aangezien de Senaat slechts op 23ⁿ uiteenging : de noodzakelijkheid het goed te keuren bestond niet en uw Vergadering zou zeker niet gearzeld hebben het aan te nemen. Is het niet de plicht van België aan zijn Kolonie de financieele middelen te verschaffen door de toestanden vereischt? Toen het de soevereiniteit over Congo opeischte, met de verplichtingen van beheer en controle die deze hooge zending medebrenkt, nam het tevens de verantwoordelijkheid op voor de bestaansvoorwaarden van de Kolonie. Zijn eer en zijn gezag staan op het spel.

Doch de goedkeuring van een ontwerp dat de waarborg van het land vereischt mag niet als een eenvoudige formaliteit voorkomen. Voor den goeden gang van zaken moet deze aval worden gegeven met kennis van zaken over den toestand van de koloniale Thesaurie.

* * *

VLOTTENDE SCHULD.

Het geldt een schuld op korten termijn te waarborgen. Sedert het muntavontuur van 1926, wekken de Schatkistbons wantrouwen en instinctmatig verzet op. Laten wij echter niet overdrijven. De Schatkistbons zijn een normaal middel van krediet. In crisistijd worden zij noodzakelijk en verzekeren zelfs ernstige voordeelen. Wanneer de spaarders, uit vrees voor het risico, weigeren zich op langen termijn te verbinden, en de geconsolideerde leening

slechts mogelijk is tegen kostelijke voorwaarden, die onnoodig de toekomst belasten, kunnen in afwachting de Schatkistbons een uitstekende wijze van leening zijn op de voorwaarde — en dit leerden wij tot ons nadeel — dat de uitgifte ervan wordt beperkt binnen redelijke grenzen en dat de begrootingstoestand niet te wenschen overlaat.

Zijn deze voorwaarden vervuld wat de Kolonie betreft?

Ziehier de stijging van de uitgifte der Schatkistbons gedurende de jaren 1930 tot 1933 :

1 Januari 1930	253,020,500
1 Januari 1931	621,022,000
1 Januari 1932	983,512,400
1 Januari 1933	1,001,088,600
21 December 1933	1,419,754,100

Wij moeten er, Mevrouw, Mijne Heeren, uw aandacht op vestigen, dat dit laatste cijfer een som van 115 millioen bevat, bedrag van de bons van Ruanda, die niet verhandelbaar zijn en die de koloniale Thesaurie verplicht was te discontereeren. Dit is een machtsmisbruik vanwege het Moederland. Congo heeft dit gebied niet onder zijn mandaat genomen; ten onrechte schuift men op de kolonie de verplichting te voorzien in de Thesaurie van Ruanda. Wat den interestlast van deze bons betreft, heeft men een afrekening gemaakt die waarlijk ons land niet waardig is. Wij komen overigens verder terug op de betrekkingen die bestaan tusschen België en Congo.

Sedert den aanvang van de crisis is de vlottende schuld dus met 1,166 millioen verhoogd; van den anderen kant, is de onrechtstreeksche schuld van 1,742 millioen tot 2,646 millioen gestegen; ten slotte, steeg de geconsolideerde schuld met 614 millioen. Hetzij in vier jaar een totale verhooging van 2 milliarden 682 millioen; einde 1929 overtrof de totale schuld niet 3 milliarden 760 millioen; de verhooging bedraagt dus 70 t. h.

Betreffende deze cijfers, dient er nochtans op gewezen dat, dank zij de voorzorg van de Kolonie, de Thesaurie in het bezit is van een portefeuille waarvan de waarde, niettegenstaande de algemeene daling der titels, nog 2 milliarden overtreft. Vermelden wij ook nog dat twee schijven van bons, op een totaal van 400 millioen, vervallen in 1936 en 1937, hetgeen natuurlijk het gevaar van de vlottende schuld vermindert.

THESAURIE EN BEGROOTING.

Doch de Thesaurie staat nog tegenover oude en nieuwe verbintenissen waarvan de omstandige opgave volgt :

- a) Uitgaven die nog te vereffenen blijven op de *gewone* begrooting van 1933 en waarvan de uitbetaling mag geschieden tot 1 October 1934;
- b) Uitgaven die nog zullen te vereffenen zijn op de *gebrootingskredieten* die nog *geopend* zijn op de *buitengewone* begrooting voor de vroegere dienstjaren;
- c) Uitgaven die nog te vereffenen blijven op kredieten betaalbaar gesteld ten laste der vroegere *buitengewone* begrootingen, maar die tot nog toe nog niet volledig zijn aangewend.

Uit een briefwisseling, die wij hebben gevoerd met het departement van Koloniën, blijkt dat het bedrag dezer onderscheidene verbintenissen mag geraamd worden op ongeveer 600 millioen.

- d) Tekort der *gewone* begrooting van 1934 : 191 millioen;

c) Niet gedekte kredieten der buitengewone begrooting voor 1934: 38 millioen;
 f) Voorschot van fondsen aan Ruanda-Urundi en aan den spoorweg van Congo : 25 millioen.

Hetzij een totaal van 850 millioen.

Deze staat van zaken zou de uitgifte vergen van een geconsolideerde leening. Doch ware deze mogelijk en zelfs wenschelijk, gelet op de ontreddeering van de geldmarkt en den toestand van de begrooting gekenmerkt door de volgende cijfers :

<i>Jaren.</i>	<i>Ontvangsten.</i>	<i>Uitgaven.</i>	<i>Tekort.</i>
1930	634,032,000	714,962,000	80,930,000
1931	541,856,000	705,705,000	163,948,000
1932 (raming)	434,674,475	608,666,921	173,992,446
1933 (raming)	357,736,580 (1)	725,757,940	368,021,360
1934 (raming)	366,626,230 (1)	723,428,763	356,802,533

Uit deze tabel blijkt dat :

1^o De Kolonie nog slechts voor 50 t. h. in hare behoeften kan voorzien tijdens deze economische inzinking;

2^o De uitgaven steeds evenveel bedragen als in 1930, ofschoon de uitgaven wegens beheer sedertdien werden verminderd met 186 millioen of 31 t. h.; het zijn de steeds zwaardere lasten van de schuld die deze totalen deden stijgen : deze lasten werden geraamd, voor 1930, op 122 millioen en thans op 307 millioen, zegge een verhooging met 250 t. h.;

3^o De grondslag van de ontvangsten niet genoeg is uitgebreid en dat zij te veel verband houden met de bedrijvigheid van sommige ondernemingen. Een koloniale politiek, die beter de opbeuring van den inboorling bevordert door een stelselmatige ontginning van den grond, zou een breederen en vasteren grondslag voor de belasting kunnen doen vinden.

Men moet zich ook afvragen of het op gebied van uitgaven, niet noodig ware in Congo zelf een Kamer van het Rekenhof op te richten, die zelfstandig zou zijn, met aangepaste controlebevoegdheid. Dergelijke instelling bestaat in Nederlandsch Indië en gaf bevredigende uitslagen.

Andere cijfers verdienen onze aandacht :

De lasten der geconsolideerde schuld : 105,900,634 frank;

De lasten der vlottende schuld : 93,000,000 frank;

De lasten der onrechtstreeksche schuld : (2) 109,549,055 frank;

De lasten der pensioenen : 25,000,000 frank,

voor een globaal van 333 millioen, slorpen voor ongeveer 90 t. h. van het totaal der verschillende ontvangsten op.

Om tegen dit dood gewicht op te wegen mag men slechts 277 millioen fiscale ontvangsten verhoppen : rechtstreeksche belastingen, onrechtstreeksche belastingen en taxes; dergelijke ontvangsten evenwel vormen, op elke begrooting, de essentieele middelen die den Staat in de mogelijkheid stellen voor zijn soevereiniteitsuitgaven te zorgen.

(1) Na aftrek van de toelage van 165 millioen door België.

(2) Waarborg van rente en aflossing voor private kapitalen belegd in ondernemingen van algemeen nut.

De Thesaurie van Congo zit dus benepen en zij staat voor vervaldagen en verbintenissen waarvan het belang geheel onze aandacht verdient.

Men vergisse zich niet over onze bedoeling. Wij spreken hier enkel over den tegenwoordigen tijd. De toekomst van Congo is zoowel verzekerd als die van elke andere kolonie, dit zullen wij verder bewijzen.

Wat wij daarover zeggen diende enkel om de Kolonie aan te zetten hare uitgaven nog meer in te krimpen en het Moederland — waarvan de verantwoordelijkheid toch op het spel staat, men wille het of niet — hare hulp en haar krediet te verleen en aan de Congoleesche Thesaurie zonder in het minst haar eigen toestand in gevaar te brengen. Dergelijke politiek wordt trouwens overal gevolgd en zelfs op meer doeltreffende wijze.

* * *

KOSTELIJKE VERRICHTING.

De in het ontwerp bedoelde Bons zijn reeds in omloop sedert 3 Maart 1933. Zij werden tweemaal herhaaldelijk hernieuwd, maar de derde aanvraag tot hernieuwing werd door de geldschietters enkel aanvaard op de uitdrukkelijke voorwaarde dat de Minister van Koloniën de verbintenis aanging aan het Parlement een wetsontwerp voor te leggen waarbij de waarborg van den Belgischen Staat werd verleend. Deze eisch heeft niet belet dat de rentevoet werd bepaald op 6 t. h., alswanneer de oorspronkelijke rentevoet slechts 5 t. h. bedroeg en dat de Nederlandsche Schatkist zelf, op dezelfde markt, loopend haar promessen verhandelde tegen ongeveer 1 t. h. 's jaars.

Ten gevolge van de onderscheidene avals, toegestaan ten bate der Kolonie, bevindt het land zich dus tegenover een nieuwe buitenlandsche schuld op korten termijn die in het geheel 15 miljoen gulden en 10 miljoen Zwitsersche frank bedraagt. Immers, reeds in April jl. hebt gij een wetsontwerp goedgekeurd waarbij de waarborg van den Belgischen Staat werd verleend voor een uitgifte van Schatkistbons ten bedrage van 5 miljoen gulden en 10 miljoen Zwitsersche frank; zegge te zamen 285 miljoen Belgische frank.

Men kan dezen toestand enkel betreuren, des te meer daar een der bijzonderste bekommelingen van de Regeering juist is geweest, verleden jaar, onverwijld de in beide bedoelde landen geplaatste Bons terug te betalen. Heeft de heer Jaspar zich voor uw Commissie en onlangs in de Kamer niet gelukkig geacht deze taak tot een goed einde te hebben geleid, taak die zoo lastig en verdienstelijk is geweest?

Het Departement van Koloniën maakt gewag van de mogelijkheden van consolideering dezer leeningen. Deze beschouwing kan in beginsel worden aangenomen. Maar is het bedrag wel de moeite waard? Vervolgens is er de rentevoet van 6 t. h., die ons in een veeleer slechten toestand plaatst om tegen redelijke voorwaarden een geconsolideerde leening te verhandelen.

De Belgische Schatkist heeft verleden jaar Schatkistbons uitgegeven in het binnenland, terugbetaald voor een bedrag van 275 miljoen. Ware het niet mogelijk geweest dat de Kolonie daarvan een deel zou overnemen veeleer dan zich te binden tegenover het buitenland in minder gunstige voorwaarden? Wij hebben aan de betrokken Departementen de vraag gesteld. Ons werd geantwoord dat de verrichting voor het grootste deel niet te verwezenlijken was en dat niets er op wijst dat men voor het overige zou geslaagd zijn. Wij nemen

het aan. Maar wij hebben goede redenen om te verklaren dat er tusschen beide Schatkisten geen voldoende voeling heeft bestaan.

De Minister van Financiën heeft onlangs in de Kamer verklaard dat hij nog in Januari jl. Schatkistbons voor een bedrag van 450 millioen heeft terugbetaald. Er zijn dus fondsen beschikbaar op de binnenlandsche markt; dat men trachte deze fondsen te mobiliseeren voor de Kolonie tegen de meest gunstige voorwaarden.

* * *

DE HULP VAN BELGIË.

Sedert vorig jaar komt België edelmoedig Congo ter hulp. Een jaarlijksche tegemoetkoming van 165 millioen werd verleend voor een termijn van drie jaar, wat een groote en zeer pijnlijke opoffering beteekent voor de Belgische belastingbetalers die reeds buitenmate belast zijn.

Uw Commissiën zijn bereid elke andere wijze van tusschenkomst te onderzoeken die vereenigbaar is met het belang van de Belgische Thesaurie, op voorwaarde nochtans dat de zorg om het openbaar nut en de geest van bezuiniging nauwgezet tot uiting komen op elk gebied waarbij de financiën van de Kolonie kunnen betrokken worden.

Noodig is den toestand van de Thesaurie der Kolonie tegenover hare schuldeischers te verstevigen. Thans moet zij een al te hoogen rentevoet betalen. Meer dan 800 millioens Bons zijn tegen 6 t. h.

Onlangs handelende over een conversie gedaan door de Nederlandsche Thesaurie ten behoeve van Nederlandsch Indië schreef *L'Economiste Français* : « Het Moederland gaat tot deze verrichting over, gelet op den gunstigeren toestand van zijn krediet, zoodat het tegen betere voorwaarden zal kunnen leenen. »

Evenals onze Fransche en Nederlandsche bureu kan de Belgische Staat Congo steunen met zijn waarborg te verleenen telkens de noodzakelijkheid daarvan zich doet gevoelen, hetzij om een meer redelijken rentevoet te bekomen, hetzij eventueel om het krediet en de vrije actie van de Kolonie te vrijwaren. Wel te verstaan, zou dit moeten geschieden in overleg met het Parlement en onder zijn controle, dat wil zeggen overeenkomstig de bepalingen der Koloniale wet.

Een *actieve* politiek is onmisbaar geworden. Het zou vermetel zijn verder dag in dag uit te leven, met de eenige hoop dat de crisis wel eens zal eindigen. Een Thesaurie die is onderworpen aan de risico's en de onzekere toestanden die wij komen aan te toonen, moet met uiterste omzichtigheid worden beheerd, en bij gemis van reserves, moet zij op steun kunnen rekenen.

Men koestere geen illusies : Congo aan zijn eigen middelen overgelaten is niet bij machte de moeilijkheden van de crisis te boven te komen.

HET VOORBEELD VAN NEDERLANDSCH INDIE.

Moet het ons verwonderen dat een kolonie, die heel wat machtiger dan de onze en stevig is ingericht als Nederlandsch Indië, verplicht wordt beroep te doen op het Moederland om haar betalingsmiddelen te verzekeren?

Sedert de crisis hebben de gewone begrotingen ginds indrukwekkende

mali's geboekt, ondanks de inkrimpingen van uitgaven ten bedrage van 45 t. h. Deze mali's bereikten :

82	millioen	gulden	in	1930;
103	—	—	—	1931;
136	—	—	—	1932;
141	—	—	—	1933.

Hoe werden deze uitgaven, die niet gedekt waren door de plaatselijke middelen, vereffend ?

Uitsluitend door middel van fondsen *door het Moederland ter beschikking der Kolonie gesteld*.

Indien ons verslag reeds niet afmetingen had waarover wij ons mochten verontschuldigen, dan zou het belangwekkend zijn omstandig den aard en de strekking aan te toonen van de betrekkingen die bestaan tusschen de thesaurie van Indië en de Thesaurie van Nederland. Stellen wij eenvoudig vast dat de voorschotten van deze laatste op 31 December 1933, eensdeels 242 miljoen onder vorm van Schatkistbons, en anderdeels 115 miljoen geconsolideerd in 1933 bedroegen, zegge gezamenlijk 557 miljoen gulden. Maar op den jongsten *Volksraad* te Batavia, heeft de Gouverneur de noodzakelijkheid bevestigd andermaal beroep te doen op het Moederland om het hoofd te bieden aan de financieele noodwendigheden van 1934. En bij de Tweede Kamer werd er een ontwerp ingediend waarbij het maximum van het voorschot wordt opgevoerd van 242 tot 350 miljoen.

Dit maakt op het einde van het jaar een totaal van 465 miljoen gulden of 6 *milliarden* 700 *millioen frank*.

Merken wij op dat deze toestand zonder klagen en zonder morren wordt aanvaard. Het Parlement en het land zijn vast besloten tot het einde de noodige offers te brengen. Men hoopt steeds de rekeningen te kunnen aanzuiveren door de uitgifte van een groote consolidatieleening.

VROEGERE BELOFTEN.

Zoo, in de huidige omstandigheden, een kolonie — waarvan de uitgaven voor eerste inrichting gedelgd zijn of in normalen tijd worden vergoed door compensatieontvangsten — dergelijke hulp moet vragen, dan is het niet te verwonderen dat Congo insgelijks hulp nodig heeft nu dat de crisis onze Kolonie zoo zwaar treft in haar bijzonderste middelen. Zij heeft pas hare uitrusting op de hoogte gebracht van een expansie die strookt met haar natuurlijke mogelijkheden. Maar daarvoor heeft zij de toekomst moeten hypothekeeren. Onvoorzichtigheid? Stellig niet, want België had formeel beloofd het krediet van Congo te steunen.

Toen de Regeering in 1920, in overeenstemming met de Kamers, oordeelde dat er een beslissende poging diende aangewend om de Kolonie uit te rusten door een geheel van groote werken, waarvan de globale kosten 600 miljoen — ongeveer 3 1/2 *milliarden* huidige Belgische frank — zouden bereiken, werd er overeengekomen dat het Moederland de Kolonie zou in staat stellen het hoofd te bieden aan de verbintenissen die zij had aangegaan. Daar er tot de uitgifte van een eerste schijf van 300 miljoen werd besloten, ging de Belgische Staat de verbintenis aan, ieder jaar en gedurende een termijn van tien jaar, aan de Kolonie een bedrag van 15 miljoen — 90 miljoen huidige

Belgische Frank — te storten. Nieuwe politiek op koloniaal gebied, zegt de Regeering. Om deze te wettigen gat zij de redenen op die thans in herinnering dienen gebracht. « De uitrusting van Congo, op gebied van vervoer, gezondheidsinstellingen en openbare werken van allen aard, zegt de Memorie van Toelichting, maakt leeningen noodig waarvan de lasten gedurende verscheidene jaren op de begrotingen drukken vooraleer deze leeningen productief worden; met deze lasten in het tusschentijdperk te verlichten, zal de toelage het kredietvermogen van de Kolonie doen toenemen, zij is niet alleen van belang door zich zelf, maar ook door de meer uitgebreide leeningen die zij zal toelaten aan te gaan ».

Dit alles is formeel, maar het heeft niet belet dat na verloop van vijf jaren de Staat een einde heeft gesteld aan zijn tusschenkomst. De financieele moeilijkheden van einde 1925 waren daarvan de oorzaak. Gedurende de jaren van voorspoed heeft men aan deze verbintenissen niet meer gedacht en toen de crisis uitbrak stond de Kolonie zonder steun tegenover buitensporige verbintenissen, waarvan het Moederland de verantwoordelijkheid had op zich genomen.

Het oogenblik is voor België gekomen om, op meer objectieve wijze en zonder vooringenomenheid, de gansche uitgestrektheid van zijn taak te onderzoeken.

NIEUWE POLITIEK.

De tusschenkomst van België ware echter nutteloos indien de Kolonie niet harerzijds overging tot een krachtadige nieuwe houding in al de sferen van haar werking. Het verslag van ons medelid, den heer Leyniers, over de begroting van 1933, dat eenparig door uw Commissie van Koloniën werd goedgekeurd heeft zekere feiten in het licht gesteld. Wij moeten daaruit onthouden :

dat de bestuurskosten nog zouden kunnen verminderd worden;

dat interestwaarborgen te vrijgevig werden toegestaan;

dat de veelvuldigheid der organismen, gesteund door de begroting, overdreven algemeene kosten veroorzaakt waarvan de Schatkist den noodlottigen weerslag ondergaat;

dat, ten slotte, ernstige misbruiken bestaan in sommige dezer maatschappijen en hun filialen. Uw Commissiën waren gelukkig te vernemen door de Memorie van Toelichting bij de begroting voor 1934, dat de Regeering de door den toestand geboden regelingen en maatregelen heeft getroffen en zal treffen. Zij hopen dat deze gezondmaking met den gewenschten spoed en vastberaden zal gebeuren.

Aldus zal een nieuwe geest de koloniale politiek bezielen.

Het openbaar gezag en het openbaar belang werden niet immer gevrijwaard zooals het behoort in een goed geregeerden Staat.

Heeft de Belgische Staat zich niets te verwijten? Heeft hij in geweten zijn plichten van voogd vervuld? Heeft hij als goede huisvader de belangen van Congo en zijn bevolking beheerd? Waren zijn Regeering en zijn bestuur immer op de hoogte van hun opdracht? Welken steun, welke hulp bracht hij toen de jonge kolonie, met beperkte en onvaste middelen, voor last had ontzaglijke grondgebieden economisch uit te rusten, toen hij met overhaasting te werk ging met uitgaven uit te vaardigen die buiten verhouding waren met de onmiddellijke plaatselijke middelen?

Is het ten slotte redelijk, dat de Belgische Schatkist, uitsluitend in haar voordeel, belastingen heeft geïnd die in België geheven waren op de belastbare stof van Congoleesche herkomst?

Het gebrek aan doorzicht en, laten wij het woord gebruiken, een kortzichtige zelfzucht, hebben dwalingen uitgelokt die sedert de crisis betaald worden. Men heeft wel sommige medewerking moeten opzoeken, die niet voor opdracht had belangloos te zijn, en dus geneigd zich voordeelen en invloeden te bewerken. De Regeering had voor taak deze medewerking tot haar eigen voorwerp te beperken, overal en in alles den eenigen regel van het openbaar belang te doen overwegen.

Heden wordt kritiek uitgebracht. Fouten en misbruiken werden begaan; indien men er zich over verwonderde zou men de menschelijke natuur zeer verkeerd beoordeelen. Men heeft gelijk ze aan te klagen opdat zij zouden goedgemaakt worden. Doch wij moeten insgelijks kunnen hulde brengen aan de grootsheid van het volbrachte werk. Waar zouden wij staan indien, ten overstaan van de terughouding van den Belgischen Staat, die er immer om bezorgd is zijn eigen financiën niet te verpanden, de Kolonie en het privaat initiatief niet waren overgegaan tot de uitrusting der ontzaglijke grondgebieden van Congo?

ECONOMISCHE UITRUSTING.

Brengen wij in herinnering het woord van Stanley : *Zonder den spoorweg, is Congo geen penny waard.*

Hetgeen zich bij onze naburen, Fransch Equatoriaal-Afrika, heeft voorgedaan, kan ons tot vergelijkingspunt dienen.

Toen het in 1909 aan het regime der groote vergunningen een einde maakte, beloofde Frankrijk aan zijn kolonie haar te helpen voor het aanleggen van verbindingswegen.

Men zou snel en goed handelen om den verloren tijd in te winnen. « Het betaamt », zegt het verslag van de Kamercommissie, « dat F. E. A., niet lang meer de verplichte tributaris weze van de Belgen. »

Een leening van 93 millioen werd gestemd met den *waarborg van het Moederland*. Studies, ontwerpen en onderhandelingen bleven echter aanslepen en, ook wegens den oorlog, kon de eerste slag van het houweel voor den bouw van den spoorweg Congo-Oceaan slechts in 1921 gegeven worden. Tien jaar later, had men nog slechts 250 kilometer aangelegd op 510, zooals de afgevaardigde Proust het vaststelt in zijn verslag van 8 Juli 1930 uit naam van de Commissie van Koloniën; en, heden, is het werk nog niet voltooid. Het zal, met de interca'aire interesten, meer dan tienmaal de oorspronkelijke raming hebben gekost.

De Fransche Staat zal, in 1934, ongeveer 50 millioen, zegge 70 millioen Belgische frank, betalen als interestwaarborg voor de leeningen die gediend hebben om den aanleg van den spoorweg van Equatoriaal Afrika te financieren: sedert 1914 staan aldus in de begrooting van het *Moederland* kredieten vermeld die voortdurend zijn gestegen; deze spoorwegen strekken zich nog maar over 672 kilometer uit, waarvan er een honderdtal nog onvoltooid zijn.

En wat heeft men bij ons, in Congo, gedaan en uitgegeven?

Laten wij er ons om verheugen te kunnen vaststellen dat slechts sedert twee jaren de koloniale Thesaurie — niet België — voor het zelfde doel 109 millioen betaalt ten titel van interestwaarborg, en dat de kolonie over een spoornet van 4.475 kilometer beschikt.

Wij mogen ons des te meer over dezen gunstigen toestand verheugen, daar de h. Antonetti, Gouverneur-Generaal van F. E. A. verklaard heeft in een redevoering, te Brazzaville op 1 Januari 1932 uitgesproken : « Deze crisis doet ons nog zwaarder de ontoereikendheid gevoelen van onze uitrusting, vooral op gebied van verbindingswegen. » Het net der verkeerswegen bedraagt er 4.300 kilometer, terwijl er in Congo 38.766 zijn. De Minister van Koloniën, de h. Maginot, had reeds op 31 Januari 1929 gezegd : « De noodzakelijkheid dwingt er toe van de halve maatregelen af te zien; men moet gezaaid hebben om te kunnen oogsten ».

Gewis veroorzaakt onze uitrusting, die Fransch Equatoriaal Afrika ons benijdt, aan de begrooting van de Kolonie, tijdelijk te zware lasten. Wellicht zijn wij vlugger gegaan dan onze krachten het ons toelieten, doch laten wij niet uit het oog verliezen dat, dank zij de aangewende methoden, deze uitgaven voor eerste inrichting — tallooze en ontzaglijke uitgaven — in hoofdzaak gedaan werden met goud-franken of franken die niet veel van hun waarde hadden verloren, terwijl onze naburen verplicht zullen zijn oneindig hogere kapitalen te voorzien om hun grondgebied op gelijk peil met het onze uit te rusten. Indien bij voorbeeld, Frankrijk den spoorweg Congo-Oceaan vóór den oorlog had kunnen aanleggen, dan zou het slechts een som van ongeveer 100 millioen hebben uitgegeven, zooals minister Piétry het deed opmerken toen hij zich, op 9 April 1930, verplicht zag een nieuw krediet van 447 millioen aan te vragen, hetgeen het totaal der uitgaven op 847 millioen bracht.

Laten wij derhalve noch spijt noch ongegronde vrees hebben. Dat de Regering krachtdadig elkeen op zijn plaats houde in de bestuurs- en economische diensten, dat zij met helder doorzicht een politieke toepasse uitsluitend geleid door de bestendige belangen van de Kolonie, dat België, ten slotte, zijn plichten van soevereiniteit eerlijk vervulle, en Congo zal de hoop welke bezonken geesten erin hebben geplaatst, niet te leur stellen.

* * *

Uw Commissiën van Financiën en van Koloniën hebben dit verslag goedgekeurd bij meerderheid van hun leden, en het ontwerp zelf met 11 tegen 9 stemmen.

De Kamer keurde het ontwerp goed met 92 tegen 71 stemmen en 1 onthouding.

De Verslaggever,
J. INGENBLEEK.

De Voorzitter,
Baron DE MÉVIUS.